

Cette fiche technique fait partie d'une série destinée aux demandeurs participant au deuxième Appel à Propositions 2006 de la Facilité ACP-UE pour l'Eau. La Facilité ACP-UE pour l'Eau exige que les demandeurs fournissent ou garantissent un niveau de cofinancement minimum. La série de fiches techniques vise à guider les différentes catégories de demandeurs sur les sources de cofinancement disponibles.

La Fiche Technique 01 s'adresse à tous les demandeurs potentiels et présente brièvement la Facilité ACP UE pour l'Eau, l'ensemble des fiches techniques ainsi qu'une liste des différentes sources d'informations.

Il est recommandé aux soumissionnaires de consulter les Lignes Directrices et les Annexes du Deuxième Appel à Propositions de la Facilité ACP-UE pour l'Eau qui sont les seuls documents à revêtir un caractère obligatoire lors de la préparation des demandes.



Facilité ACP UE pour l'Eau

L'objectif de la Facilité ACP UE pour l'Eau (ACP-UE FE) est de stimuler la mise en oeuvre d'infrastructures pour l'eau et l'assainissement et d'optimiser la gouvernance de l'eau et des pratiques de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) dans les pays ACP. Ainsi, l'ACP-UE FE propose un cofinancement dans le cadre du 9ème Fonds Européen de Développement (FED). Les fonds de l'ACP-UE FE peuvent être utilisés comme complément mais ne pourront en aucun cas entrer en compétition avec des initiatives proposées par des Etats-membres de l'UE, des organisations internationales et des Institutions Financières Internationales (IFI).

Demandeurs : tous les demandeurs doivent obligatoirement être des organisations des Etats de l'UE et/ou des pays ACP. Ils doivent tous être financièrement responsables et avoir la capacité de mise en oeuvre pour exécuter les actions prévues dans le contrat de subvention. Ils doivent être directement responsables de la préparation et de la gestion du projet, et ne pas agir en qualité d'intermédiaire. Ils

peuvent présenter des propositions individuellement ou sous une quelconque forme d'association avec des partenaires. La formation de partenariats stratégiques est recommandée pour assurer une conception innovante et efficace du projet, en adéquation avec la proposition. De plus, l'ACP-UE FE peut contraindre certaines catégories de demandeurs à s'associer avec d'autres entités (pour des informations complémentaires, se référer à la matrice d'éligibilité présentée dans les Lignes Directrices).

Actions : l'Appel à Propositions 2006 emploie le terme "action" comme synonyme de "projet". Ainsi, une action est mise en oeuvre par le biais d'"activités". L'Appel à Propositions couvre trois composantes, distinguant les différents types d'actions. Ces composantes concernent généralement la gouvernance de l'eau (Composante A), et l'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement (Composantes B et C), et incluent les actions suivantes:

- **Composante A :** amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'eau. Aide au développement d'un environnement propice à des investissements durables dans le domaine de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et de la GIRE dans les pays ACP.
- **Composante B :** amélioration de l'accès aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement - Cofinancement d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Soutien d'actions d'investissement pour les activités d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les pays ACP adoptant ou en passe de mettre en oeuvre une politique hydraulique nationale saine.
- **Composante C :** amélioration de l'accès à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement – Cofinancement d'initiatives de la société civile et des acteurs de la coopération décentralisée. Aide aux initiatives de la société civile pour améliorer l'accès à l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les zones urbaines et rurales très pauvres de tous les pays ACP.

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 01

Contrairement au premier Appel à Propositions, les demandeurs n'auront plus à présenter une proposition "d'assistance technique transactionnelle" pour faciliter la préparation (assistance technique) d'un projet d'investissement, dans le cadre de la composante B. De ce fait, l'ACP-UE FE recommande aux demandeurs de mener toutes les activités préparatoires au projet avant de soumettre une demande de subvention. La préparation du projet et notamment les pièces justificatives à fournir sont détaillées dans les Lignes Directrices.

Section 2.1.2 des Lignes Directrices de l'Appel à Propositions 2006 détaille les types d'activités relatives aux trois composantes qui seront prises en compte lors de l'octroi des subventions. Cependant, lorsqu'elles sont pertinentes, d'autres activités peuvent être prises en compte.

Cofinancement de l'ACP-UE FE : le cofinancement de l'ACP-UE FE se présente sous forme d'une subvention pour compléter les fonds réunis par le demandeur. Les fonds du demandeur doivent provenir de ses ressources propres, de celles de ses partenaires, de ses codonateurs, ou d'autres sources que le budget du FED ou les fonds de la Communauté Européenne (CE). Ces fonds devront être libérés et utilisés conjointement avec la subvention de la CE. En aucun cas cette subvention ne pourra avoir pour objet ou effet de donner lieu à un profit pour le demandeur ou ses partenaires, et elle se limitera au montant nécessaire pour équilibrer dépenses et recettes pendant la phase de mise en oeuvre de l'opération.

La contribution de cofinancement pour l'action ne sera prise en considération que si les fonds proviennent d'une convention dont la signature est ANTERIEURE au 25.06.05 (date d'adoption par le Conseil Conjoint ACP-EU de la seconde tranche de l'ACP-UE FE).

Qui peut prétendre à une subvention ACP-UE FE ?

Les Lignes Directrices de l'Appel à Propositions 2006 distinguent deux principaux groupes de demandeurs potentiels : (I) Acteurs étatiques en provenance de pays ACP ; et (II) Autres demandeurs. Dans chaque groupe, il existe plusieurs types d'entités auxquelles s'appliquent les différents critères d'éligibilité suivants :

Groupe I :

1. Acteurs étatiques des pays ACP : il s'agit d'organismes publics, de départements ou de ministères, proposant des actions en relation avec l'approvisionnement en eau, l'assainissement ou la GIRE dans le cadre des composantes A et B. Les propositions pourront également concerner des actions menées par des autorités décentralisées (au niveau local ou régional) issues des pays ACP et n'étant pas dotées d'une personnalité juridique distincte de celle de l'Etat dont elles dépendent. Ces autorités doivent joindre à leur proposition, la lettre de confirmation de leur ordonnateur national. Les acteurs étatiques ACP ne peuvent plus soumettre de propositions relevant de la Composante C.

Groupe II :

2. Organismes semi- publics issus des pays ACP dotés d'une personnalité juridique distincte de celle du pays ACP : autorités décentralisées (municipalités) et parastatales, impliquées dans les activités d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou de GIRE.
3. Acteurs non étatiques issus des pays ACP, comme les définit l'Article 6 de l'Accord de Cotonou : partenaires économiques et sociaux, société civile et Organisations Non Gouvernementales (ONG), membres de la société civile impliqués dans l'amélioration ou l'optimisation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou de GIRE.
4. Acteurs non étatiques issus des pays ACP, comme les définit l'Article 6 de l'Accord de Cotonou : acteurs du secteur privé ayant le statut de "sous-traitants" – Les organismes du secteur privé poursuivant des objectifs commerciaux et recherchant des contrats de travaux, fourniture de services ou de distribution devront participer au processus d'octroi de marchés publics par les bénéficiaires du contrat de subvention comme le rappellent les Lignes Directrices.

Dans certains pays ACP, des sociétés peuvent bénéficier d'un monopole de fait ou de droit dans les services de

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 01

distribution d'eau, obtenu dans le cadre d'une procédure ouverte et transparente, avant le lancement du présent Appel à Propositions. Dans ces cas de figure, en raison de la spécificité et de la grande diversité des arrangements contractuels et obligations existants, les demandeurs sont invités à clarifier avec l'ACP-UE FE, lors de la préparation de leur proposition, tous les aspects contractuels concernant une possible extension des contrats en cours ou la conclusion de nouveaux contrats avec des entreprises du secteur privé.

Autres (Groupe II) demandeurs potentiels :

- Les organes publics de l'UE ayant ou non une personnalité juridique propre (organisations bilatérales de l'UE, etc.), doivent obligatoirement être en partenariat avec une autorité décentralisée ou parastatale, une ONG en provenance d'un pays ACP.
- Les acteurs du secteur privé au sein de l'UE doivent obligatoirement être en partenariat avec une autorité décentralisée ou parastatale, ou avec une ONG en provenance d'un pays ACP.
- Les ONG/membres de la société civile issus des Etats-membres de l'UE doivent obligatoirement être en partenariat avec une autorité décentralisée ou parastatale, ou avec une ONG en provenance d'un pays ACP.
- Les Organisations Internationales doivent obligatoirement être en partenariat avec une autorité décentralisée ou parastatale, ou avec une ONG en provenance d'un pays ACP.

Synthèse des critères d'éligibilité des demandeurs en provenance des pays ACP

Summary of Eligibility criteria for ACP applicants

Type de proposition	Coût Total Eligible du Projet	Taille de la subvention de la Facilité pour l'Eau
A- Amélioration de la gestion et de la gouvernance de l'eau	200 000 à 5 millions d'euros	100 000 à 3,75 millions d'euros et ≤ 75% du coût total éligible du projet
B- Cofinancement des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement	Minimum de 5 millions d'euros	1 à 20 millions d'euros et ≤ 50% du coût total éligible du projet
C- Initiatives de la société civile et des acteurs de la coopération décentralisée pour des opérations à plus petite échelle dans les zones périurbaines et rurales pauvres	200 000 à 5 millions d'euros	100 000 à 3,75 millions d'euros et ≤ 75% du coût total éligible du projet

Se reporter au chapitre 2.1.1 des Lignes Directrices pour l'éligibilité des demandeurs et des partenaires.

Fiches Techniques

Les fiches techniques ont été préparées pour informer les différents types de demandeurs éligibles issus des pays ACP sur les options et les sources de financement disponibles. Les fiches techniques fournissent les informations suivantes :

- Fiche Technique 02 : Acteurs étatiques des pays ACP : **agences publiques, départements et ministères, autorités décentralisées**
- Fiche Technique 03 : Organes semi- publics en provenance des pays ACP et dotés d'une personnalité juridique distincte de celle des pays ACP dont ils dépendent : **autorités décentralisées (municipalités) et parastatales**, impliqués dans les activités d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou de GIRE.
- Fiche Technique 04 : ONG et membres de la société civile des pays ACP : **organisations non gouvernementales (ONG) et membres de la société civile**, impliqués dans l'optimisation des services d'approvisionnement en eau, d'assainissement ou de GIRE.

Informations complémentaires et Soutien aux candidats

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 01

Des informations complémentaires sur l'ACP-UE FE et sur le second Appel à Propositions 2006 sont disponibles à l'adresse : http://europa.eu.int/comm/europeaid/projects/water/index_en.htm

Plusieurs organisations mettent actuellement en place des initiatives pour aider les demandeurs à préparer des projets dans le cadre du Second Appel à Propositions.

- L'IRC et la Coalition africaine STREAMS organiseront une série d'ateliers pour aider les ONG locales à formuler de « bonnes » propositions pour le deuxième appel. Leurs groupes cibles sont les ONG et les autorités locales, dans les pays africains subsahariens, et qui n'ont pas de partenaires internationaux. Le réseau de STREAMS, et les pays concernés, sont: CREPA- le Burkina Faso et l'environnement régional (comprenant la Guinée Bissau, le Niger, le Togo, la RDC, le Congo Brazzaville et le Mali); TREND- le Ghana ; NETWAS – le Kenya; NETWAS Ouganda; WATSANET – la Tanzanie; IWSD - le Zimbabwe et l'environnement régional en Zambie et au Malawi (à confirmer). Pour de plus amples informations consulter: <http://www.irc.nl> ou <http://www.streams.net/>
- Un service d'accueil téléphonique du centre de ressources WELL avec WEDC à l'université Loughborough en GB fournira une aide aux candidats des pays africains anglophones. Pour information: <http://www.lboro.ac.uk/well/index.htm>
- Avec le soutien du Ministère Français des Affaires Etrangères, PS-Eau prévoit une série d'ateliers en français, en collaboration avec le CREPA & l'IRC. Ils seront organisés avec le partenariat pour le Développement Municipal (PDM) dans les villes suivantes : Bamako, Mali – mi avril; Cotonou (pour Bénin et Togo)- fin avril, Yaoundé, Brazzaville, Niamey & Dakar début mai. Pour de plus amples informations : http://www.pseau.org/index_fr.php
- La Coopération bilatérale autrichienne propose d'aider le réseau des ONG ougandaises UWASNET. Pour + d'info : Tel. +256-41-223135 / 222922. Email: ngocoord@uwasnet.org
- South Pacific Applied Geoscience Commission (SOPAC) va pouvoir assister les pays membres de la région Pacifique pour la soumission des propositions dans le cadre du 2ème Appel à Propositions, en capacité de facilitateur du Pacific Partnership Initiative on Sustainable Water Management. SOPAC peut faciliter l'accès à la documentation, fournir des conseils d'ordre général sur la soumission des propositions et examiner les projets de propositions quand cela est nécessaire.
Pour plus d'informations, veuillez contacter [Mr Marc Overmars \(marc@sopac.org\)](mailto:marc@sopac.org), SOPAC Conseiller en Eau ou visiter le [site internet de SOPAC](#).

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 01

Présentation des sources de financement

Les différentes sources de financement indiquées dans les fiches techniques 02-04 sont rappelées dans le tableau ci-dessous. Pour chacune de ces sources, un lien Internet donnera accès à des informations complémentaires.

Pays/Nom de l'initiative	Accès à l'eau et à l'assainissement (WSS)	GIRE	Subventions / Subsidés / Assistance technique	Prêts à prix réduits	Prêts commerciaux	Equité	Garanties	
Agences bilatérales d'aide (par ex: DFID, GTZ, AfD, DGIS, SIDA, etc.)	√	√	√	√				Pour les adresses internet et les contacts des agences, veuillez aller sur le site: http://financeguide.euwi.net
USAID Development Credit Authority (DCA)	√	√	√	√			√	
Public Private Infrastructure Advisory Facility (PPIAF)	√		√					http://www.ppiaf.org
Programme pour l'eau et l'assainissement	√		√					http://www.wsp.org
Financial Sector Reform and Strengthening (FIRST)			√					http://www.firstinitiative.org/
Global Partnership for Output Based Aid (GPOBA)	√		√					http://www.gpoba.org
Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM)	√	√	√					http://www.gefweb.org
Produits financiers de la Banque Mondiale	√	√	√	√	√		√	http://www.worldbank.org
Produits financiers de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)	√			√	√	√	√	http://www.eib.org/
Facilité d'Investissement de la BEI pour les pays ACP	√			√	√	√	√	
Produits financiers de la Banque Africaine de Développement (BAfD)	√	√	√	√	√	√	√	http://www.afdb.org
Produits financiers de la Société Financière Internationale			√		√	√	√	http://www.ifc.org
Community Led Infrastructure Financing Facility	√		√		√			http://homeless-international.org
Private Infrastructure Development Group (PIDG)								http://pidg.org
• InfraCo	√		√					
• DevCo	√		√					
• GuarantCo			√					
• Technical Advisory Facility	√		√					

Facilité ACP-UE pour l'Eau – Fiche Technique No. 01

Des informations complémentaires sur les sources listées dans cette fiche technique sont disponibles sur le site internet du Guide Financier de l'EUWI
<http://financeguide.euwi.net>

L'objectif du Guide Financier de l'EUWI est d'indiquer des bailleurs de fonds dans les pays en développement, ainsi que différents types de mécanismes financiers disponibles dans le secteur de l'eau, leur fonctionnement (d'une manière générale), et également de fournir des liens vers d'autres sites internet, comportant des détails et informations complémentaires. Cet effort est le premier pas vers la création d'une source d'information plus centralisée concernant la variété des différents mécanismes de financement disponibles dans le secteur de l'eau et de l'assainissement, et de permettre ainsi en les faisant connaître un meilleur accès aux sources de financement.